

GG

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 48.316/2
DU 15 JUIN 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 21 mai 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant organisation de la loi du 29 mai 2000 portant création d'un fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession et de règlement collectif de dettes et modifiant certaines dispositions du Code judiciaire", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Formalités préalables

L'avis de l'Inspecteur des Finances et l'accord du Secrétaire d'État ¹ au Budget ne figurent pas au dossier.

L'auteur du projet veillera à l'accomplissement de ces formalités préalables. Dans l'hypothèse où celles-ci devraient entraîner une modification du projet, il faudrait à nouveau soumettre le texte ainsi modifié à l'avis du Conseil d'État.

⁽¹⁾ Et non "Ministre du Budget" comme mentionné dans le préambule du projet.

Observations générales

1. Il est renvoyé à l'observation générale 1 formulée dans l'avis 48.315/2, donné ce jour sur un projet d'arrêté royal "portant l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi du 29 mai 2000 portant création d'un fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession et de règlement collectif de dettes et modifiant certaines dispositions du Code judiciaire et de la loi du 27 mars 2003 portant modification de la loi du 29 mai 2000 portant création d'un fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession et de règlement collectif de dettes et modifiant certaines dispositions du Code judiciaire".

2. Il y a lieu d'omettre du projet les dispositions qui n'ont d'autre objet que de rappeler des dispositions de force obligatoire supérieure, à savoir en l'espèce celles qui figurent dans le Code judiciaire, soit en les reproduisant, soit en les paraphrasant.

De telles dispositions sont non seulement superflues, mais elles ont, en outre, pour effet d'occulter la véritable nature de la norme supérieure. En reproduisant celle-ci, l'auteur du projet agit comme s'il était compétent pour arrêter - et donc modifier - cette norme supérieure.

Il est renvoyé, à ce sujet, aux observations particulières

3. Le projet doit utiliser la même terminologie que celle figurant dans la loi du 29 mai 2000 portant création d'un fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession et de règlement collectif de dettes et modifiant certaines dispositions du Code judiciaire.

Il est renvoyé, à ce sujet, aux observations particulières.

Observations particulières

Intitulé

La rédaction de l'intitulé doit être revue; il n'est en effet pas adéquat d'écrire qu'un arrêté royal "organise" la loi qu'il exécute.

Plus fondamentalement, la loi du 29 mai 2000, mentionnée dans l'intitulé, est une loi modificative du Code judiciaire; ce sont donc les dispositions pertinentes du Code judiciaire qui doivent être mentionnées dans l'intitulé comme exécutées par le projet.

En outre, les versions française et néerlandaise de l'intitulé ne correspondent pas.

Préambule

1. Il est renvoyé à l'observation générale 1.3. de l'avis 48.315/2, donné ce jour.

2. Il n'y a pas lieu de viser la loi du 27 mars 2003 portant modification de la loi du 29 mai 2000 portant création d'un fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession et de règlement collectif de dettes et modifiant certaines dispositions du Code judiciaire.

Dispositif

Article 1^{er}

1. L'article 1^{er} dispose que les modèles d'avis prévus aux articles 1390, 1390*bis*, 1390*ter* et 1390*quater* du Code judiciaire "sont définis sur support électronique" et que "Les caractéristiques de ce support doivent garantir l'inaltérabilité de chacun de ces modèles".

Cette disposition manque de clarté.

En vertu de l'article 1390^{sexies}, seconde phrase, du Code judiciaire, les modèles des avis sont établis par le Roi. Tel est d'ailleurs l'objet des annexes du projet.

Il est dès lors suggéré d'écrire l'article 1^{er} comme suit :

"Les avis prévus aux articles 1390 à 1390quater du Code judiciaire ² sont établis en un exemplaire conformément aux modèles figurant aux annexes 1 à 4 du présent arrêté".

Les annexes au projet doivent être numérotées en chiffres arabes et comporter un intitulé décrivant leur objet. Elles doivent également porter, *in fine*, la mention : "Vu pour être annexé à Notre arrêté du ... relatif à ..." et être revêtues des mêmes date et signature que celles figurant sur le texte auquel elles sont annexées.

2. Peut-être l'auteur du projet a-t-il voulu préciser que les formulaires d'avis sont disponibles sous forme électronique ainsi que, comme le prévoit l'article 3, sous forme papier. Si telle est bien l'intention de l'auteur du projet, il y a lieu de le préciser dans un alinéa 2 de l'article 1^{er}.

Article 2

1. Le paragraphe 1^{er} est inutile ³ et sera omis. Par contre, il appartient à l'auteur du projet de compléter les annexes afin que celles-ci comportent toutes les mentions prévues aux articles 1390 et suivants du Code judiciaire.

(²) Il s'agit des avis de saisie, de délégation, de cession et de règlement collectif de dettes ainsi que des avis d'opposition (article 1390, § 2, du Code judiciaire).

(³) En tout état de cause, une division en paragraphes ne se justifie pas lorsque chaque paragraphe ne comporte qu'un alinéa.

2. Le paragraphe 2 concerne une mention à ajouter par l'huissier de justice ou le notaire sur un avis déjà envoyé antérieurement. Il trouverait dès lors mieux sa place dans l'article 5 du projet.

Par ailleurs, afin d'éviter de paraphraser l'article 1390*quinquies*, alinéa 2, du Code judiciaire, il y a lieu d'écrire :

"La mention de la répartition définitive ⁴ visée à l'article 1390*quinquies*, alinéa 2, du Code judiciaire est faite dans les trois jours ⁵ qui suivent cette répartition (préciser ensuite comment se fait cette mention, c'est-à-dire, l'on suppose, «conformément à l'article 4»)".

Article 3

Il est renvoyé à l'observation 2 formulée sous l'article 1^{er}.

En tout état de cause, ce sont les dispositions du Code judiciaire qu'il faut viser ⁶ et non la loi du 29 mai 2000 précitée.

Articles 4 et 5

Le projet mentionne tantôt les "utilisateurs" (article 4, § 1^{er}, alinéa 2, seconde phrase, et § 2, article 5) tantôt les "utilisateurs autorisés" (article 4, § 1^{er}, alinéa 3, et § 2, article 6). La loi du 29 mai 2000 précitée ne consacre cependant pas cette dernière expression. Les expressions "utilisateur" et "utilisateur autorisé", visent, semble-t-il, les expéditeurs d'avis. À l'article 5, sont cependant visés, sous la dénomination "utilisateurs",

(4) En vertu de l'article 1390*quinquies*, alinéa 2, du Code judiciaire, c'est la répartition définitive qu'il faut mentionner et non, comme le fait le projet, la répartition définitive ou le procès-verbal définitif de distribution ou d'ordre.

(5) Il n'y a pas lieu de prévoir des "jours ouvrables". En vertu de l'article 52 du Code judiciaire, les jours comprennent le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux

(6) Sans mentionner les modifications encore en vigueur subies par ces articles.

les personnes pouvant consulter les avis. Tel est également le cas dans le projet d'arrêté royal "pour la consultation des avis du fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession et de règlement collectif de dettes" sur lequel le Conseil d'État a donné ce jour l'avis 48.317/2 où les notions d'"utilisateur" et d'"utilisateurs autorisé" désignent les personnes pouvant consulter le fichier des avis. Une telle manière de procéder est source de confusion. Ainsi, à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, seconde phrase, le Conseil d'État se demande si le mot "utilisateur" vise également ceux qui peuvent seulement consulter le fichier des avis.

Le projet sera adapté en conséquence.

Article 4

1. L'article 1390*sexies*, première phrase, du Code judiciaire dispose que le Roi détermine les modalités de l'envoi de tout avis au fichier des avis.

1.1. L'article 1389*bis*/1 du Code judiciaire dispose que le fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession et de règlement collectif de dettes est dénommé "fichier des avis". C'est cette expression qui doit être utilisée dans le projet examiné et non celle de "fichier central".

1.2. L'intention de l'auteur du projet est que cet envoi se fasse par voie électronique. Il y a lieu, dès lors, d'écrire le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, comme suit :

"Tous les avis prévus aux articles 1390 à 1390*quater* du Code judiciaire sont envoyés au fichier des avis par voie électronique".

Si cela correspond bien à l'intention de l'auteur du projet, le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, pourrait être rédigé comme suit :

"La Chambre nationale organise l'envoi des avis au moyen de techniques de sécurisation adaptées, de manière à en assurer l'origine, la confidentialité et l'intégrité du contenu".

.../...

1.3. En ce qui concerne le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, seconde phrase, il est renvoyé à l'observation formulée sous les articles 4 et 5.

2. Le Conseil d'État s'interroge sur le fait que la date d'envoi des avis s'entend de la date de l'accusé de réception communiqué par le fichier des avis à l'expéditeur. Dès lors que l'accusé de réception sera probablement envoyé de manière automatique, la date d'envoi et la date de réception de l'accusé de réception correspondront le plus souvent. Cela pourrait cependant ne pas être le cas, par exemple si le système de réponse automatique est en panne pendant un certain temps ou si l'envoi est fait quelques secondes avant minuit.

3. Le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, dispose que l'envoi du modèle papier de l'avis se fait "par tous moyens acceptés par le comité de gestion et de contrôle".

Conformément à l'article 1389bis/8 du Code judiciaire, il y a lieu de viser le "Comité de gestion et de surveillance" et non le "comité de gestion et de contrôle".

La même observation vaut pour l'article 7, § 1^{er}.

Article 5

1. L'habilitation doit être donnée non pas au "système informatique" mais à la Chambre nationale. Si les modalités visées dépassent le seul aspect technique, l'habilitation doit être donnée au ministre.

2. *In fine*, il y a lieu de viser l'article 8 et non l'article 10.

3. Ne conviendrait-il pas de prévoir, à l'article 5, la manière dont sont envoyés les avis de suspension ou de renouvellement mentionnés à l'article 1390septies du Code judiciaire ?

.../...

Dans l'affirmative, cette disposition ainsi que l'article 108 de la Constitution devront être visés dans le préambule.

Article 6

1. Il y a lieu d'omettre le signe "§ 1".

2. Afin de ne pas paraphraser l'article 1390*septies*, alinéa 2, du Code judiciaire, il y a lieu d'écrire, si telle est bien l'intention de l'auteur du projet :

"La copie de l'avis visée à l'article 1390*septies*, alinéa 2, du Code judiciaire est adressée au greffe du tribunal de commerce compétent par voie électronique".

Article 7

1. Il n'y a pas lieu de diviser l'article 7 en paragraphes dès lors que chaque paragraphe ne comporte qu'un alinéa.

2. Afin de ne pas paraphraser l'article 1389*bis*/5 du Code judiciaire, il est suggéré d'écrire :

"Les données informatiques du registre national sont transmises à la Chambre nationale au moyen d'une connexion électronique entre le fichier des avis et la banque de données du registre national; cette connexion est créée par la Chambre nationale en accord avec le Comité de gestion et de surveillance".

3. Au paragraphe 2, alinéa 2, de l'accord du fonctionnaire délégué, il y a lieu d'écrire "figurant éventuellement".

Observation finale

Il y a lieu d'abroger l'arrêté royal du 10 octobre 1996 établissant le modèle des avis de saisie, des avis de délégation et des avis de cession de rémunération et l'arrêté royal du 9 décembre 1998 établissant le modèle des avis de règlement collectif de dette.

Observations finales de légistique

1. Le projet doit être divisé en chapitres et non en sections.

2. L'obligation se marque par l'indicatif présent et non par le verbe devoir⁷ ou par le futur simple⁸.

3. La formule exécutoire doit être présentée sous la forme d'un article.

⁽⁷⁾ Cf. article 1^{er}, seconde phrase, article 4, § 1^{er}, alinéa 2.

⁽⁸⁾ Cf. article 4, § 1^{er}, alinéa 3, et § 2, alinéa 2, article 5.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, premier auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 48.316/2
VAN 15 JUNI 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 21 mei 2010 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot organisatie van het centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht en collectieve schuldenregeling ingevolge de wet van 29 mei 2000 houdende oprichting van een centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht en collectieve schuldenregeling, alsook tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

Het advies van de inspecteur van Financiën en de akkoordbevinding van de staatssecretaris voor Begroting ¹ ontbreken in het dossier.

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat deze voorafgaande vormvereisten vervuld zijn. Mochten deze laatste een wijziging van het ontwerp meebrengen, dan moet de aldus gewijzigde tekst opnieuw voor advies worden voorgelegd aan de Raad van State.

⁽¹⁾ En niet de "Minister van Begroting", zoals vermeld staat in de aanhef van het ontwerp.

Algemene opmerkingen

1. Er wordt verwezen naar algemene opmerking 1 in advies 48.315/2, dat heden is verstrekt omtrent een ontwerp van koninklijk besluit "tot inwerkingtreding van sommige bepalingen van de wet van 29 mei 2000 houdende oprichting van een centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht en collectieve schuldenregeling, alsook tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek en van de wet van 27 maart 2003 tot wijziging van de wet van 29 mei 2000 houdende oprichting van een centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht en collectieve schuldenregeling, alsook tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek".

2. In het ontwerp moeten alle bepalingen vervallen die er uitsluitend toe strekken bepalingen van een hogere regeling in herinnering te brengen door ze over te nemen of te parafraseren, te weten *in casu* die welke voorkomen in het Gerechtelijk Wetboek.

Zodanige bepalingen zijn niet alleen overbodig, maar ze verhullen bovendien de ware aard van de hogere regeling. Door deze over te nemen, handelt de steller van het ontwerp alsof hij bevoegd zou zijn om die hogere regel vast te stellen en bijgevolg te wijzigen.

In dit verband wordt verwezen naar de bijzondere opmerkingen.

3. In het ontwerp moet dezelfde terminologie worden gebruikt als die welke voorkomt in de wet van 29 mei 2000 houdende oprichting van een centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht en collectieve schuldenregeling, alsook tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek.

In dit verband wordt verwezen naar de bijzondere opmerkingen.

Bijzondere opmerkingen

Opschrift

De redactie van de Franse versie van het opschrift moet worden herzien; het is immers ongepast te schrijven dat een koninklijk besluit de wet "organiseert" die erdoor wordt uitgevoerd.

Fundamenteler nog, de in het opschrift vermelde wet van 29 mei 2000 wijzigt het Gerechtelijk Wetboek; in het opschrift moeten dus de ter zake dienende bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek vermeld worden die bij het ontwerp ten uitvoer worden gelegd.

Bovendien stemmen de Nederlandse en de Franse versie van het opschrift niet overeen.

Aanhef

1. Er wordt verwezen naar algemene opmerking 1.3. van het heden verstrekte advies 48.315/2.

2. Er is geen grond om te verwijzen naar de wet van 27 maart 2003 tot wijziging van de wet van 29 mei 2000 houdende oprichting van een centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht en collectieve schuldenregeling, alsook tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek.

Dispositief

Artikel 1

1. Artikel 1 bepaalt :

"De modellen van bericht zoals bepaald in de artikelen 1390, 1390*bis*, 1390*ter* en 1390*quater* van het Gerechtelijk Wetboek worden omschreven op een elektronische drager. Deze drager heeft als eigenschap dat de onveranderlijkheid van elk model wordt gewaarborgd".

Deze bepaling is onvoldoende duidelijk.

Krachtens artikel 1390^{sexies}, tweede zin, van het Gerechtelijk Wetboek worden de modellen van de berichten door de Koning opgemaakt. Dit is trouwens de opzet van de bijlagen bij het ontwerp.

Bijgevolg wordt voorgesteld artikel 1 als volgt te schrijven :

"De berichten voorgeschreven in de artikelen 1390 tot 1390^{quater} van het Gerechtelijk Wetboek ² worden opgesteld in een exemplaar dat overeenstemt met de modellen in de bijlagen 1 tot 4 van dit besluit".

De bijlagen bij het ontwerp moeten genummerd worden met Arabische cijfers en moeten een opschrift bevatten dat de opzet ervan omschrijft. Aan het eind van de bijlagen moet tevens de vermelding "Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van betreffende ..." voorkomen en ze moeten dezelfde datum en handtekening dragen als die welke voorkomen in de tekst waarbij ze gevoegd worden.

2. De steller van het ontwerp heeft wellicht willen preciseren dat de formulieren van berichten beschikbaar zijn in een digitale versie en, zoals voorgeschreven bij artikel 3, in een papieren versie. Indien dit inderdaad de bedoeling is van de steller van het ontwerp, moet het worden gepreciseerd in een tweede lid van artikel 1.

Artikel 2

1. Paragraaf 1 is overbodig ³ en moet vervallen. De steller van het ontwerp dient echter de bijlagen aan te vullen, zodat ze alle vermeldingen bevatten die worden voorgeschreven bij de artikelen 1390 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek.

(2) Het betreft de berichten van beslag, delegatie, overdracht en collectieve schuldenregeling, alsook de berichten van verzet (artikel 1390, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek).

(3) Er bestaat hoe dan ook geen grond om een artikel in paragrafen onder te verdelen wanneer elke paragraaf slechts één lid bevat.

2. Paragraaf 2 betreft een vermelding die de gerechtsdeurwaarder of de notaris dient toe te voegen in een bericht dat voorheen reeds is verzonden. Het zou dus beter zijn deze paragraaf op te nemen in artikel 5 van het ontwerp.

Om te voorkomen dat artikel 1390*quinqües*, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek wordt geparafraseerd, schrijve men voorts :

"De vermelding van de definitieve verdeling ⁴ genoemd in artikel 1390*quinqües*, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek geschiedt binnen drie dagen ⁵ volgend op deze verdeling (vervolgens preciseren hoe die vermelding geschiedt, veronderstellenderwijs met de woorden "overeenkomstig artikel 4")".

Artikel 3

Er wordt verwezen naar opmerking 2 gemaakt onder artikel 1.

Hoe dan ook moet worden verwezen naar de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek, en niet naar de voornoemde wet van 29 mei 2000 ⁶.

Artikelen 4 en 5

In het ontwerp is nu eens sprake van de "gebruikers" (artikel 4, § 1, tweede lid, tweede zin, en § 2, artikel 5), dan weer van de "gemachtigde gebruikers" (artikel 4, § 1, derde lid, en § 2, artikel 6). De laatstgenoemde uitdrukking komt evenwel niet voor in de voornoemde wet van 29 mei 2000. Onder de termen "gebruiker" en "gemachtigde gebruiker" worden blijkbaar de verzenders van de berichten verstaan. In artikel 5 worden met het woord "gebruikers" nochtans de personen bedoeld die het bericht kunnen raadplegen. Dit is eveneens het geval in het ontwerp van koninklijk besluit "voor de raadpleging van berichten uit het centraal bestand van berichten van beslag, delegatie,

(4) Krachtens artikel 1390*quinqües*, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek moet de definitieve verdeling worden vermeld, en niet - zoals in het ontwerp te lezen staat - de definitieve verdeling of het definitief proces-verbaal van de verdeling of van de rangregeling.

(5) Er hoeft niet te worden gepreciseerd dat het "werkdagen" betreft. Krachtens artikel 52 van het Gerechtelijk Wetboek omvat die termijn ook de zaterdag, de zondag en de wettelijke feestdagen.

(6) Zonder de nog geldende wijzigingen te vermelden welke die artikelen hebben ondergaan.

overdracht en collectieve schuldenregeling", waarover de Raad van State heden advies 48.317/2 heeft verstrekt en waarin de begrippen "gebruiker" en "gemachtigde gebruiker" doelen op de personen die het bestand met de berichten kunnen raadplegen. Een zodanige werkwijze kan tot verwarring leiden. Zo vraagt de Raad van State zich af of in artikel 4, § 1, tweede lid, tweede zin, het woord "gebruiker" eveneens slaat op diegenen die alleen het bestand met de berichten kunnen raadplegen.

Het ontwerp moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 4

1. Artikel 1390*sexies*, eerste zin, van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt :

"De Koning bepaalt de modaliteiten van de verzending van alle berichten aan het bestand van berichten".

1.1. Artikel 1389*bis*/1 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt dat het centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht en collectieve schuldenregeling "bestand van berichten " wordt genoemd. Deze uitdrukking moet worden gebezigd in het voorliggende ontwerp en niet de uitdrukking "centraal bestand".

1.2. Het ligt in de bedoeling van de steller van het ontwerp dat deze verzending langs elektronische weg geschiedt. Paragraaf 1, eerste lid, dient bijgevolg te worden geredigeerd als volgt :

"Alle berichten voorgeschreven in de artikelen 1390 tot 1390*quater* van het Gerechtelijk Wetboek worden langs elektronische weg verzonden naar het bestand van berichten".

Indien zulks overeenstemt met de bedoeling van de steller van het ontwerp zou paragraaf 1, tweede lid, geredigeerd kunnen worden als volgt :

"De Nationale Kamer organiseert de verzending van de berichten door middel van aangepaste beveiligingstechnieken zodat de herkomst, de vertrouwelijkheid en de integriteit van de inhoud worden gewaarborgd" .

1.3. In verband met paragraaf 1, tweede lid, tweede zin, wordt verwezen naar de opmerking onder de artikelen 4 en 5.

2. De Raad van State heeft bedenkingen bij het feit dat de datum van verzending van de berichten overeenkomt met de datum van het bericht van ontvangst dat het bestand van berichten meedeelt aan de verzender. Aangezien het ontvangstbericht vermoedelijk automatisch zal worden verzonden, zullen de verzendingsdatum en de datum van ontvangst van het bericht van ontvangst meestal overeenkomen. Zulks zou evenwel niet het geval kunnen zijn, bijvoorbeeld als het automatische antwoordsysteem enige tijd defect is of als de verzending enkele seconden vóór middernacht geschiedt.

3. Paragraaf 2, eerste lid, bepaalt dat het papieren model van het bericht wordt verzonden "via alle middelen die door het beheers- en toezichtscomité worden aanvaard".

Overeenkomstig artikel 1389bis/8 van het Gerechtelijk Wetboek dient in de Franse tekst te worden verwezen naar het "Comité de gestion et de surveillance" en niet naar het "Comité de gestion et de contrôle".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 7, § 1.

Artikel 5

1. De machtiging behoort te worden verleend aan de Nationale Kamer en niet aan het "informaticasysteem". Mochten de gegeven nadere regels meer dan alleen technische aspecten vertonen, dan moet de machtiging aan de minister worden verleend.

2. Op het einde van de tekst dient te worden verwezen naar artikel 8 en niet naar artikel 10.

3. Zou in artikel 5 niet moeten worden bepaald op welke wijze de berichten van opschorting en van hernieuwing waarvan sprake is in artikel 1390septies van het Gerechtelijk Wetboek, worden verzonden ?

In bevestigend geval moet in de aanhef naar deze bepaling, alsmede naar artikel 108 van de Grondwet worden verwezen.

Artikel 6

1. Het teken "§ 1" dient te vervallen.

2. Om artikel 1390*septies*, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek niet te parafraseren schrijve men, indien zulks in de bedoeling van de steller van het ontwerp ligt :

"Het afschrift van het bericht, vermeld in artikel 1390*septies*, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, wordt langs elektronische weg toegezonden aan de griffie van de bevoegde rechtbank van koophandel".

Artikel 7

1. Er is geen reden om artikel 7 in te delen in paragrafen aangezien elke paragraaf slechts één lid bevat.

2. Om artikel 1389*bis*/5 van het Gerechtelijk Wetboek niet te parafraseren, wordt voorgesteld te schrijven :

"De informatiegegevens van het rijksregister worden aan de Nationale Kamer toegezonden via een elektronische verbinding tussen het bestand van berichten en de gegevensbank van het rijksregister; deze verbinding wordt door de Nationale kamer gecreëerd in overeenstemming met het Beheers- en Toezichtsc comité".

3. Paragraaf 2, tweede lid, zou gesteld moeten worden zoals hieronder is aangegeven. De Gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens :

"In dat verband kan het rijksregisternummer, dat mogelijk in de berichten staat, gebruikt worden als identificatiecriterium".

Slotopmerking

Het koninklijk besluit van 10 oktober 1996 tot vaststelling van het model van het bericht van beslag, het bericht van delegatie en het bericht van overdracht van loon en het koninklijk besluit van 9 december 1998 tot vaststelling van het model van bericht van collectieve schuldenregeling dienen te worden opgeheven.

Wetgevingstechnische slotopmerkingen

1. Het ontwerp moet worden ingedeeld in hoofdstukken en niet in afdelingen.

2. Een verplichting wordt aangegeven met de onvoltooid tegenwoordige tijd en niet met het werkwoord moeten ⁷ of met de toekomstige tijd ⁸.

3. De uitvoeringsbepaling dient de vorm van een artikel aan te nemen.

⁽⁷⁾ cf. artikel 4, § 1, tweede lid en § 2, tweede lid.

⁽⁸⁾ cf. artikel 5.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
de Dames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY, kamervoorzitter.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS